

Questions orales

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord): Je ne sais trop, monsieur le Président, si je dois en conclure que le ministre esquive délibérément la question ou qu'il n'en connaît pas la réponse.

Il n'y a pas que les automobiles qui sont la cible du protectionnisme américain. Le ministre le sait très bien d'ailleurs. Voilà que, dans le cadre des discussions en cours sur le libre-échange nord-américain, les négociateurs américains réclament une plus forte proportion de pièces canadiennes dans les ordinateurs fabriqués au Canada. Tout cela ne manque pas de jeter quelques doutes sur les affirmations du gouvernement qui continue de prétendre que le Canada a obtenu la sécurité d'accès au marché américain.

Je repose donc ma question de tout à l'heure. Que fait le gouvernement pour mieux définir les exigences en matière de contenu en les maintenant à leurs niveaux actuels, dans le cadre des nouvelles négociations commerciales?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, mon ami a souligné dans sa question précédente qu'un responsable américain avait mis en cause l'ambiguïté du libellé original des règles d'origine. Les deux parties à l'entente croyaient avoir négocié une bonne définition des règles d'origine. De toute évidence—on s'en rend compte dans l'affaire Honda et le député a signalé d'autres défauts—il faut resserrer la définition de ces règles.

C'est ce que nous essayons de faire, de concert avec les Mexicains, dans l'accord de libre-échange nord-américain. Le travail accompli en cette matière ne sera pas perdu si les négociations avec le Mexique n'aboutissent pas. Il nous sera utile dans le contexte de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Rien n'est parfait ici-bas. J'aimerais bien qu'il en soit autrement. En tout cas, nous allons essayer de faire beaucoup mieux et de tirer la leçon de nos erreurs.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, je ne suis pas sûr que le ministre des Finances se rende compte de la gravité de l'accusation portée par le Conference Board du Canada, selon laquelle la confiance du consommateur reste extrêmement faible malgré les efforts qu'il a faits dans son budget pour améliorer la situation.

Le ministre ne semble pas savoir qui blâmer pour la persistance de cette récession. Un jour, il s'en prend à la Constitution, un autre à M. Rae, un autre encore—aujourd'hui—à l'économie américaine.

N'est-il pas temps que le ministre reconnaisse que c'est sa faute, que c'est à cause des mesures prises par son gouvernement, et qu'il est temps d'adopter des positions nouvelles dans l'intérêt de la population?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je reconnais que l'économie est fragile. Je l'ai dit dans mon exposé budgétaire. Je reconnais également que la croissance a été négative au cours du quatrième trimestre de 1991 et que les perspectives pour le premier trimestre de 1992 ne sont pas du tout prometteuses.

Ceci dit, j'aimerais rappeler au député que le PIB réel a augmenté en janvier 1992. Le secteur du logement a connu une grande activité grâce à la baisse des taux d'intérêt, à une modération des prix et aux initiatives prises par le gouvernement qui a abaissé les mises de fonds et permis aux gens de se servir des fonds qu'ils ont dans leur REÉR pour l'achat d'un logement.

• (1450)

Le déficit du commerce des marchandises diminue. Les exportations ont augmenté de 4,6 p. 100. C'est signe que l'économie américaine repart et que cette reprise se fait sentir au Canada.

Pour ce qui est du problème de la création d'emplois et de leur protection, nous avons pris des mesures qui aideront le secteur de la fabrication et de la transformation à devenir plus compétitifs et à encourager l'investissement.

Le député voudrait-il bien, la prochaine fois qu'il communiquera avec le premier ministre de l'Ontario, s'assurer que celui-ci ne fasse rien qui soit susceptible de nuire aux mesures que nous avons prises, voire de les annihiler.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, le Conference Board a fait l'appréciation du budget que le ministre a présenté en concluant qu'il ne ferait augmenter que de 0,1 p. 100 le taux de croissance de l'économie.

Le ministre est-il content de cette augmentation de 0,1 p. 100 du taux de croissance, alors que le budget va garder sans emploi des centaines de milliers de Canadiens partout dans le pays, qui ne contribueront pas à notre économie et qui coûteront beaucoup d'argent aux Canadiens et beaucoup de souffrances humaines aux membres de leur famille?